



NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

COLOMBIE

Norte de Santander, où convergent deux crises de déplacement

En 2018, deux crises de déplacement ont convergé en Colombie. Celle qui a attiré le plus d'attention de la part des médias est née au Venezuela voisin, où plus de 3,4 millions de personnes auraient fui le pays pour échapper à l'effondrement de l'économie et à l'hyperinflation, à la recrudescence de la criminalité et des violations aux droits humains, à l'aggravation des pénuries alimentaires et à la détérioration de l'offre de produits et services de base.²²⁶ La Colombie a accueilli plus de la moitié des réfugiés et des migrants du Venezuela. Certains ont poursuivi leur voyage pour se rendre en Équateur ou ailleurs dans la région, mais plus d'un million sont restés dans le pays.²²⁷ En outre, entre 300 000 et 500 000 Colombiens sont rentrés du Venezuela depuis le début de la crise.²²⁸

Ces événements ont détourné l'attention et les ressources de la communauté internationale des déplacements internes persistants en Colombie. De nombreux pourvoyeurs d'aide consacrent désormais moins de 30 % de leurs ressources à cette question.²²⁹ Malgré l'accord de paix de 2016 entre le gouvernement et les FARC, le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence a augmenté en 2018 par rapport à l'année précédente, passant à plus de 145 000.²³⁰ En outre, à la fin de l'année, 5,8 millions de personnes demeuraient déplacées en Colombie.

La situation dans le département de Norte de Santander, à la frontière du Venezuela, est particulièrement préoccupante. Environ 30 000 nouveaux déplacements internes liés à des conflits et à la violence ont été enregistrés en 2018, chiffre le plus élevé depuis 2002.²³¹ Dans le département, la région de Catatumbo a été particulièrement touchée. Ancien fief des FARC, le territoire a été repris par l'ELN et l'EPL, deux autres groupes de guérilla présents dans la région depuis des décennies. Les dissidents des FARC et d'autres groupes armés se sont également joints à la mêlée.²³²

Les affrontements armés se sont intensifiés après la rupture d'un accord entre ces groupes sur des activités illégales, notamment le trafic de drogue. La culture de la coca à



Catatumbo a non seulement augmenté de 145 % entre 2015 et 2017, mais l'expansion du trafic de drogue, conjuguée à la reconfiguration du conflit, a entraîné un nombre croissant d'attaques contre des civils.²³³ Au moins 31 dirigeants sociaux ont été assassinés à Norte de Santander en 2018, sur un total national de 172.²³⁴

Les affrontements entre l'ELN et l'EPL en janvier et en mars ont limité la circulation de près de 18 000 civils, dont l'accès aux produits de première nécessité, aux moyens de subsistance et aux services de santé a également été entravé. Les organisations humanitaires ont eu des difficultés à atteindre les personnes touchées.²³⁵ L'éducation des enfants a également été perturbée lorsque 80 écoles ont dû interrompre leurs cours à cause de la violence et de la présence de mines terrestres.²³⁶

En parallèle, l'arrivée de personnes du Venezuela risque de compromettre les moyens de subsistance des personnes déplacées et des communautés d'accueil pauvres du département. La situation dans la capitale (Cúcuta) met en évidence certains des défis associés à la combinaison de mouvements internes et transfrontaliers. La capitale n'est pas seulement une destination pour les déplacés internes fuyant les conflits et la violence dans les zones rurales du département. C'est aussi le point de passage frontalier le plus fréquenté entre la Colombie et le Venezuela, et elle accueille plus de Vénézuéliens que toute autre municipalité du pays. Des milliers de personnes traversent chaque jour la frontière à la recherche de nour-



Des réfugiés et des migrants vénézuéliens traversent le pont Simon Bolívar, l'un des sept points d'entrée légaux à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Avec plus de 30 000 personnes qui le traversent chaque jour, ce pont est le plus grand point d'entrée de la frontière. Crédit photo © HCR/Siegfried Modola, janvier 2019

riture, de médicaments et de services de première nécessité.²³⁷ Les hôpitaux et autres prestataires de services sociaux ont du mal à satisfaire les besoins essentiels croissants de la population et les autorités locales sont pratiquement submergées.²³⁸

Cúcuta affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, celui-ci ayant atteint 15,8 % entre septembre et novembre 2018.²³⁹ La part du travail informel est également la plus élevée avec plus de 68 % de la population active.²⁴⁰ L'arrivée de Vénézuéliens a accru la concurrence pour ce type de travail. Il existe peu d'autres possibilités et des personnes déplacées font état du fait qu'il est plus difficile de trouver un emploi.²⁴¹ L'intégration des Vénézuéliens dans la population active est largement considérée comme un défi sans précédent pour la Colombie.²⁴²

Ces difficultés entraînent une montée de la xénophobie envers les Vénézuéliens. Des tracts menaçants ont été distribués à Cúcuta, des cocktails Molotov ont été lancés sur des lieux où ils vivent et ils ont été pris pour cible de vol et d'extorsion.²⁴³ Le manque d'opportunités et l'environnement de plus en plus hostile ont conduit des personnes qui ont franchi la frontière en direction de la ville à se rendre directement ailleurs en Colombie ou plus

loin en Équateur, au Pérou ou au Chili.²⁴⁴ Les organisations humanitaires internationales, les administrations et le secteur privé ont lancé des initiatives pour lutter contre la xénophobie et recentrer l'attention sur la crise de déplacement sans précédent que connaît la région.²⁴⁵

Le gouvernement de Bogota a adopté une approche ouverte et solidaire face aux arrivées de Vénézuéliens, dont 770 000 sont entrés en Colombie en 2018. Dans un esprit de réciprocité, il a reconnu que par le passé, des Colombiens ont afflué au Venezuela à la recherche de meilleures opportunités ou pour échapper aux conflits et à la violence. En février 2019, plus de 574 000 Vénézuéliens étaient officiellement enregistrés en Colombie, 240 000 étaient en cours d'enregistrement et 218 000 n'avaient pas de statut juridique.²⁴⁶ Aider ces réfugiés et migrants est à juste titre une priorité dans la région, mais cela ne devrait pas se faire aux dépens des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, en particulier à un moment où la consolidation de la paix et la réconciliation sont des priorités essentielles en Colombie.

| Notes

226. HCR, « Venezuelan outflow continues unabated, stands now at 3.4 million », 22 février 2019.
227. Especiales Semana, « Venezolanos en Colombia, las cifras oficiales », consulté le 11 janvier 2019.
228. Coordination Platform for Refugees and Migrants from Venezuela, « Regional Refugee and Migrant Response Plan for Refugees and Migrants from Venezuela, January - December », 2019 ; Banque mondiale, « Migracion desde Venezuela a Colombia », octobre 2018.
229. Refugees International, « Crises Colliding : The Mass Influx of Venezuelans into the Dangerous Fragility of Post-Peace Agreement Colombia », 13 janvier 2019.
230. Unidad de Manejo y Análisis de Información Colombia, « Proyección de desplazamiento forzado en Colombia para 2016-2018 », décembre 2018 ; OCHA, « 2019 Humanitarian Needs Overview », 15 janvier 2019.
231. Red Nacional de Información, Unidad Víctimas, Gobierno de Colombia, « Reportes », 1er mars 2019, disponible sur <https://cifras.unidadvictimas.gov.co/Home/Vigencia>.
232. Defensoría del Pueblo, Colombie, « Defensoría del Pueblo urge proteger derechos de la población en el Catatumbo », 17 avril 2018.
233. UNODC, « Colombia, Monitoreo territorios afectados por cultivos ilícitos 2017. », septembre 2018.
234. Agencia EFE, « La Defensoría de Colombia registró 172 líderes sociales asesinados durante 2018 », 10 janvier 2019.
235. OCHA, « Boletín Humanitario Mensual, Colombia, Marzo 2018 », mars 2018.
236. NRC, « Colombia : escalamiento del conflicto, civiles en riesgo », 20 mars 2018 ; NRC, « Attacks on schools deny access to education », 10 juillet 2018.
237. HCR, « UNHCR to intensify aid to Venezuelans in Colombia », 8 octobre 2018.
238. HCR, « Hay más víctimas de desplazamiento forzado en Colombia que número de habitantes en Costa Rica », 26 décembre 2018.
239. La Opinión, « Aumentó el desempleo en Cúcuta », 28 décembre 2018.
240. La Opinión, « Cúcuta sigue siendo líder en empleo informal », 15 août 2018.
241. IDMC, « “Stuck in the middle” - Seeking durable solutions in post-peace agreement Colombia », mars 2019.
242. Brookings, « Integrating Venezuelans into the Colombian labor market », 3 décembre 2018.
243. Semana, « Alerta por xenofobia en contra de los venezolanos en Colombia », 2 juin 2018 ; HCR, « UNHCR to intensify aid to Venezuelans in Colombia », 8 octobre 2018.
244. HCR, « Vulnerable Venezuelans find help in Colombia », 5 octobre 2018.
245. HCR, « Campaña somos panas Colombia - Fact Sheet », décembre 2018.
246. Especiales Semana, « Venezolanos en Colombia, las cifras oficiales », consulté le 11 janvier 2019.